

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

QUINZE ANS DE GUEPEOU
DEUXIÈME ANNIVERSAIRE
DE L'ASSASSINAT
DE BLUMKINE

Libérez les bolchevicks léninistes !

Le Guépéou a quinze ans d'existence. Police politique de défense de la Révolution prolétarienne, héritière de la glorieuse Tcheka, du temps de la guerre civile, le seul énoncé de son nom jette l'effroi au sein de la bourgeoisie mondiale, et de la contre-révolution.

La bourgeoisie a son Etat, bien à elle, démocratique ou fasciste, selon les cas. Elle a aussi ses philosophes, ses ministres, ses institutions qui constituent les piliers de son régime.

Que les ouvriers réclament le droit de grève, la fassent, exigent la liberté d'écrire, de penser, la police et l'armée sont là qui les surveillent, les contrôlent, les emprisonnent ou les tuent.

« L'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. » (Engels.)
Ainsi pensent Marx, Engels, Lénine. C'est pourquoi les communistes poursuivent leur combat révolutionnaire, afin de « briser » cet Etat, afin de libérer le travail salarié de l'exploitation du capital pour que le prolétariat créateur de valeurs soit son propre maître.

Ce qui fait la force du Guépéou, c'est qu'il est l'arme d'une classe ; de la classe ouvrière russe, dans la mesure où l'Etat prolétarien est contrôlé, dirigé par une politique communiste, et par l'activité agissante et consciente du prolétariat.

En ce cinquantième anniversaire de la police politique révolutionnaire, aucun communiste conséquent ne peut, par la force même des choses, dissocier un des organismes de la dictature prolétarienne, de la situation de la dictature elle-même. La bureaucratie stalinienne projette son ombre sur ce tableau.

Dans la mesure où la bureaucratie stalinienne se débarrasse du contrôle de la classe ouvrière, dans la mesure où elle dévie du droit chemin de la politique prolétarienne et communiste, dans cette mesure les organismes d'Etat risquent d'échapper au contrôle et au pouvoir de la classe ouvrière, et de se retourner contre elle. Le Guépéou, principalement, en subit les conséquences.

Dans sa lutte fractionnelle pour son cours politique bureaucratique et révisionniste, Staline n'hésite pas à employer le Guépéou, non pas contre les ennemis du prolétariat, mais contre l'aile, marxiste et révolutionnaire du prolétariat, contre l'opposition de gauche bolchevick-léniniste russe.

La tâche glorieuse pénible qu'a accompli le Guépéou a été souillée par Staline, du sang, du plus fervent, du plus probe révolutionnaire et travailleur du Guépéou ; de notre camarade Blumkine.

La lutte de Staline a sa logique. Blumkine assassiné pour avoir été solidaire de l'opposition communiste de gauche a été remplacé dans son poste au Guépéou par Agabekov, traître au communisme et à la classe ouvrière.

Rakovsky, chassé de Paris par la canaille blanche, a été exilé à Barnaoul, et Bessedovsky lui succéda.

C'est pourquoi l'opposition de gauche, solidaire sans conditions de la dictature prolétarienne, est la première à vouloir rendre plus efficace l'arme qu'est le Guépéou, aux mains de la classe ouvrière. Mais pour cela il faut que la direction qui lui est impulsée le soit selon une juste ligne politique, qui ne peut être élaborée en dehors de la participation de l'aile gauche de l'Internationale Communiste.

Eh pour cela :

Rappeler Léon Trotsky en U. R. S. S. ;
Libérer de l'exil, de l'isolement, Rakovsky, Sosnovsky et les milliers de combattants d'octobre, déportés, exilés !

La grève des dockers à Dunkerque

À l'heure où nous mettons sous presse, les dockers de Dunkerque en grève tiennent toujours. Malheureusement la condition essentielle du succès : l'élargissement du mouvement, n'a pas été réalisée. Les mouvements de Brest et du Havre, mal coordonnés avec celui de Dunkerque n'ont pas duré. Ni à Rouen où les luttes violentes au sein du syndicat unitaire et les manœuvres de sécession ont encore renforcé la position des amicalistes briseurs de grève, ni à Bordeaux où l'énorme majorité des dockers est sous la férule réformiste, ni dans aucun autre port le mouvement n'a pu être déclenché. En fait, autant un mouvement d'ensemble engagé par tous les ports de la côte serait irrésistible, autant une grève partielle est difficile à tenir. Les gars de Calais refusent bien de déclencher les bateaux dérivés de Dunkerque, mais les bateaux tournent la difficulté en dirigeant directement les bateaux sur Anvers ou sur Calais où le trafic a considérablement augmenté ces temps-ci.

D'autre part on peut dire qu'il n'existe pratiquement dans chaque port qu'un seul syndicat ouvrier : confédéré comme à Brest, Bordeaux, Calais, Saint-Nazaire, autonome comme au Havre, unitaire comme à Dunkerque. Ces circonstances tendent à rendre encore plus nécessaire une union commune des centrales syndicales. Bour et Engler les secrétaires de la Fédération unitaire des Ports et Dockers ont écrit une lettre ouverte au Secrétaire des Ports et Dockers confédérés.

« Calais est un point noir pour Dunkerque. »

Rouen est un point noir pour Le Havre. Pouvons-nous tenter, devons-nous tenter l'élargissement de la lutte ? Nous disons oui et nous vous demandons de faire dans le minimum de temps le maximum d'efforts avec nous pour que les volontaires lutteurs soient victorieux de la bataille dans laquelle ils se sont engagés. Nous vous proposons une entrevue à Paris des deux commissions exécutives avec, à l'ordre du jour : la solidarité effective aux dockers en lutte.

Or quand l'humanité publie ce texte (1933) elle le lit précédé du commentaire suivant :

« Nous considérons que la conception de l'unité d'action qui est marquée dans cette lettre ne correspond pas aux intérêts véritables de la classe ouvrière, que la réalisation de cette unité d'action ne peut dépendre d'une entrevue par en haut, que l'effort principal doit être porté sur un travail permanent à la base afin de rassembler dans l'action tous les exploités sans distinction de tendances : confédérés, autonomes, unitaires, inorganisés. »

L'Humain ajoutait du reste que la question serait posée devant la « Conférence Nationale de Ports et Dockers » du 1^{er} janvier. Or la Conférence s'est réunie (montrant d'ailleurs la faiblesse terrible des unitaires) : et l'Humain ne nous apprend aucun résultat.

Nous voilà donc à nouveau au front unique rien qu'à la base, pendant que pour tout le mouvement des fonctionnaires, la C.G.T.U. s'adresse directement aux organisations cégétistes autonomes et professionnelles. Cela prouve du reste la pagaille où se débat la C.G.T.U. partageant entre les décisions de congrès et les nécessités de l'action. Mais c'est d'autant plus dangereux que la majorité des dockers unitaires et les principaux syndicats (Dunkerque, Rouen, Nantes) suivent les minoritaires syndicalistes.

La majorité confédérale n'a usé envers eux dans le passé des méthodes les plus détestables (sabotage de la grève des dockers nantais, conférence fantôme des ports convoquée par-dessus la tête de la Fédération ; en octobre 1931 essai avorté de déclencher une grève d'ensemble sans elle et malgré elle ; méthodes sectaires de Rouen). Est-ce par une semblable politique qu'elle compte gagner les dockers minoritaires ? Ou bien en se montrant les artisans les plus résolus du front unique léniniste « aussi avec les organisations », en attendant l'unité syndicale et pour la préparer ?

Sur l'initiative des jeunes oppositionnels

La controverse du Boxing Hall sur "les Jeunes et l'Unité"

Il y a trois semaines, le groupe des jeunes avait pris l'initiative de s'adresser aux Jeunes Communistes, au J.P.U. et aux Jeunes Socialistes pour organiser en commun une controverse sur le sujet : « les Jeunes et l'Unité ».

Ces pourparlers ont abouti, malgré les réticences des Jeunes Socialistes. Nous avons pourtant accepté intégralement les conditions d'organisation posées par les J.S. Sur leur demande, nous avions tenu deux nouvelles réunions de délégués.

Mais, même s'il leur est impossible d'y participer, le point de vue officiel des socialistes sera apporté par le socialiste ITARD, secrétaire national des ETUDIANTS SOCIALISTES, délégué par le groupe de Paris des E.S.

Les quatre organisations acceptent la proposition de notre délégué d'organiser la controverse sans les J.S., en espérant qu'ils se décideraient néanmoins, d'ici le 12 janvier, à exposer eux-mêmes leur position devant les centaines de jeunes travailleurs.

Il fut décidé que chaque orateur (CHARRIÈRE pour les J.C., RIMBERT pour l'opposition de gauche, KLEOKOPER pour les pupistes, ITARD pour les E.S.) disposerait d'un temps de parole égal et que l'ordre des orateurs sera tiré au sort. On décida d'imprimer 2.000 cartes d'entrée et 600 affiches, qui furent partagées à égalité entre les quatre organisations.

C'est la première fois depuis des années que des centaines de jeunes travailleurs révolutionnaires vont pouvoir confronter librement et fraternellement les conceptions des organisations de la Jeunesse Ouvrière.

Cela suffirait à justifier le mot d'un délégué des J.C. qui indiqua le caractère historique d'une semblable réunion. Toutefois, nous sommes bien d'accord avec l'AVANT-GARDE lorsqu'elle indique que la controverse par elle seule ne suffit pas et qu'elle doit constituer le point de départ pour une action commune. L'attitude présente des J.C. nous permet d'espérer que cette discussion, en même temps qu'elle précèdera les positions politiques, sera un sérieux pas en avant vers l'unité de lutte de la jeunesse laborieuse, contre ses exploités.

UN DISCOURS BOLCHEVIK ?

Le ministère Paul-Boncour vu par Doriot

Doriot est le nouveau leader du parti. Incontestablement, il est en passe de détrôner Thorez. Il a patiemment attendu son heure. La voici qui vient : l'heure de la victoire opportuniste, l'heure des comptes à régler. Les premières interventions de Doriot comme nouveau chef du parti ont clairement marqué le sens du « tournant » qui s'opère actuellement dans les sommets.

D'abord, les discours prononcés par lui au XI^e Plenum et qui ne nous sont révélés que maintenant. Enfin, son récent discours à la Chambre des députés, lors de la présentation du ministère Paul-Boncour. Des discours où, nous nous occupons d'ailleurs, lui nous ne voulons parler que des discours par lequel la fraction parlementaire bolchevick a accueilli le ministère Boncour.

Lors des dernières élections législatives, le parti, et Thorez en particulier, qui voulait à sa circonscription, ont lésivé habilement par quelques bons républicains démentés par antichambre dans le parti et qui menaient sa fraction parlementaire, tels Berthoin et Fraissinet.

Malheureusement, l'expérience a rapidement montré que la nouvelle fraction parlementaire bolchevick ne se distinguait guère de la précédente par un rapprochement de ses membres ; mais en ce qui concerne le bolchevisme, il en est toujours resté totalement absent. Thorez s'est mis rapidement au pas, Péri s'est mis en coquette à la tribune, Chamusca a persévéré dans le municipalisme impérial. Doriot est resté le distingué parlementaire qu'il était devenu dans les précédentes législatures, et les autres se sont mis à l'alignement.

Cette fraction, dont le faible nombre n'exécute pas l'attitude, s'est conduite jusqu'à présent avec une attitude remarquable. Ses discours sont entendus de la diplomatie la plus parlementaire. Aucun accent révolutionnaire n'y résonne. Le discours prononcé par Doriot comme riposte, si l'on peut dire, à la déclaration ministérielle de Paul-Boncour, est un exemple achevé de platitude opportuniste, de crétinisme parlementaire, et pour tout dire une véritable trahison du parti communiste.

Il nous est impossible de le publier ici en entier, malgré notre désir d'édifier le

parti. Bien entendu, il ne s'agit pas d'extraits de discours tels que l'Humain les cite. Il s'agit du texte sténographique tel qu'il est paru au « Journal Officiel » (J. O. n° 2342-52). Nous devons nous borner à en signaler les points saillants.

Dans un style tout à fait amical pour les ministères capitalistes, Doriot expose les difficultés de la bourgeoisie française prise entre la crainte des paiements allemands et la volonté des Etats-Unis de se faire payer. Selon sa constatation « on ne peut espérer aucune solution sur le terrain choisi par la Chambre ». Et il conclut : « nous trouvons, dans ces circonstances, des raisons évidentes de continuer, plus que jamais, à réclamer l'annulation générale des dettes de guerre et des traités issus de la guerre ». C'est tout sur ce thème.

Mais qu'est-ce que cela signifie ? Il s'agit ici d'un vulgaire débat parlementaire. Doriot ne voit pas d'issue à sur le terrain choisi par la Chambre » (II) et il réclame « l'annulation des dettes ». Rien pour parler des perspectives de la domination américaine, rien pour parler du processus révolutionnaire en Allemagne, rien pour faire intervenir les masses ouvrières dans ce débat, pour lancer, contre les radicaux bourgeois le paiement ou l'annulation des dettes, le grand mot d'ordre des Etats-Unis soviétiques d'Europe, du renversement de la bourgeoisie qui veut faire payer aux prolétaires, pendant soixante ans, le prix de sa guerre ?

Mais la suite nous montre crûment le fond de la pensée de Doriot. Il s'agit du désarmement. Doriot indique que le désarmement de la France est exigé « d'en haut par l'Amérique et d'en bas par l'Allemagne », puis que l'accord qui a permis la rentrée de l'Allemagne à la conférence de désarmement « ne signifie rien ». Il ajoute : « dans ce document, au lieu de résoudre la difficulté, on a ajouté l'une à l'autre la revendication française et la revendication allemande, la sécurité et l'égalité des droits ». Voyez-vous ce document des pacifistes de Genève, qui ne parvient pas à résoudre la difficulté ?

Mais voici mieux. Le désarmement « n'empêche pas le Japon, encouragé par la France, de s'emparer de la Mandchourie. Voici la conclusion qu'en tire Doriot :

(Suite page 3)

1929-1932

Il faut stabiliser la « Vérité » hebdomadaire

La Vérité a commencé à paraître en septembre 1929. Nous voici au début de 1933, c'est-à-dire dans la cinquième année de sa parution. Rappelons ici ce que fut la Vérité dans ces années, ce serait faire l'histoire de l'opposition de gauche, de sa lutte et de ses difficultés. Nous n'en avons pas le temps aujourd'hui.

Mais nous voulons attirer de nouveau l'attention de nos amis sur le point suivant : notre Vérité a corrélaté à paraître comme journal hebdomadaire et aujourd'hui — momentanément certes — elle n'est pas hebdomadaire, puisqu'il y a chaque mois une semaine où elle ne paraît pas.

Voilà le point sur lequel nous devons porter nos efforts : STABILISER LA VÉRITÉ HEBDOMADAIRE. Il faut, dans le plus bref délai — si possible dès le mois de février, — paraître à nouveau chaque semaine régulièrement.

Pour cela, il nous faut un soutien beaucoup plus actif de chaque lecteur. La souscription actuelle est dérisoire, en ce sens qu'elle porte sur un nombre tout à fait restreint de camarades. Il faut COLLECTER pour la Vérité, sans relâche. Nous disons cela en particulier pour la plupart de nos groupes de province, qui ne font pas d'efforts pour le soutien du journal.

De même, le nombre des abonnements nouveaux augmente insuffisamment. Ou sont les abonnements faits par nos amis ? Ou sont les adresses envoyées par nos amis ? Nous n'en recevons presque aucunement que de camarades sympathisants ou de lecteurs, encore loin de nous.

Et le contrôle de la vente ? L'indication de nouveaux kiosques, librairies, etc ? Qui s'en est occupé cette année ?

Dans notre précédent numéro, nous avons demandé : « Qu'est-ce que cette semaine pour la Vérité ? ». Eh bien, tu n'as pas fait grand chose.

Nous avons reçu du camarade R. G. des indications précieuses dont nous remercions (et nous désolons qu'il ne se fasse mieux connaître). Il nous indique un certain nombre de kiosques parisiens où la distribution est mal faite. Il nous suggère un nouveau lancement du numéro de la Vérité contenant la Conférence de Trotsky à Copenhague. Nous tirerons profit de ses indications. Mais nous voulons signaler que la mauvaise répartition dans les kiosques vient du faible nombre (2 à 3.000 suivant les numéros) que nous y faisons placer. D'autre part, nous n'avons pas les moyens financiers de faire de petites affiches, etc.

Ce qu'il faut, c'est que CHAQUE LECTEUR ACHÈTE RÉGULIÈREMENT AU MEME KIOSQUE LA « VÉRITÉ ». C'est le seul moyen de stabiliser la vente.

Dans Paris, la vente a augmenté régulièrement depuis deux mois. Nous espérons que ce mouvement continuera. Mais pour cela, il nous faut l'appui actif de nos lecteurs :

1) Par le CONTRÔLE DE LA VENTE, en écrivant à l'administration de la VÉRITÉ.

2) PAR L'ACHAT RÉGULIER AU MEME KIOSQUE.

3) Par un recueil de SOUSCRIPTIONS continu et la multiplication des ABONNEMENTS.

Nous tenons à la disposition de tout camarade qui la demandera une liste de souscription.

Pour terminer, nous voulons affirmer une fois de plus que la VÉRITÉ ne sera que ce que les travailleurs en feront. L'appui, les souscriptions modestes mais nombreuses de nos lecteurs est l'arme la plus précieuse, doivent faire vivre le journal. Il n'y a pas d'autre voie pour bâtir solidement.

Nous citerons à ce propos ce qu'écrivait dernièrement le camarade Trotsky à nos camarades belges.

Récemment vous avez transformé votre publication en un hebdomadaire. Maintenant vous agrandissez son format. Un succès excellent. Il doit d'autant plus nous réjouir que votre journal ne s'appuie pas sur des contributions occasionnelles, mais exclusivement sur une organisation prolétarienne. Sous ce rapport, la section belge peut et doit devenir un exemple pour beaucoup d'autres.

« Le dévouement des ouvriers à leur cause, à leur organisation, à leur presse, voilà notre appui. Votre expérience démontre qu'il n'y a que cette voie qui assure un sérieux succès. »

Avec ce point de vue, nous sommes pleinement d'accord !

Ligue Communiste (Opposition)
Groupe des Jeunes

Jeunesses Communistes
Région Parisienne

Jeunesses Pupistes

Etudiants Socialistes
Fédération de Paris

Grande Controverse sur les Jeunes et l'Unité Ouvrière

le 12 JANVIER à la SALLE du BOXING-HALL

Orateurs :

RIMBERT

CHARRIÈRE

KLÉOKOPER

ITARD

EN ALLEMAGNE

La lutte pour les salaires

Dans deux articles récents, la Note Fahne s'est occupé du gouvernement Schleicher, de ses buts et de ses méthodes. En plus d'une caractéristique personnelle bien réussie de Schleicher et de sa méthode de la « phrase sociale », l'article analyse la tactique de l'ennemi et constate, que le but de Schleicher consiste à isoler le parti communiste des masses laborieuses, et particulièrement des millions de prolétaires sociaux-démocrates et organisés dans les syndicats libres. C'est à cela qu'est destinée sa méthode de la « phrase sociale », faite pour donner aux masses sociales-démocrates la possibilité de maintenir, même dans les conditions de la crise allemande qui continue à s'accroître, ses membres et surtout les syndicats libres sur le terrain réformiste.

Selon la Note Fahne, le but de Schleicher consiste à éliminer le P.C.A., en soutenant les chefs sociaux-démocrates et syndicaux, et à freiner le processus de décomposition au sein du parti national-socialiste.

Nous pensons qu'à ce sujet le rédacteur des deux articles a vu juste. Mais on ne peut pas s'en tenir là. Car la première question qui se pose est la suivante : comment peut-on résister à cette tactique de Schleicher, qui, en encerclant le P.C.A., et c'est cela qu'il faut voir — ne fait que préparer l'attaque de front contre celui-ci ?

La juste appréciation de la tactique et des méthodes de Schleicher n'est possible que si on reconnaît le caractère bonapartiste de son régime. Mais à ce sujet le parti a les yeux bandés, car selon lui le gouvernement Schleicher est aussi déjà une dictature fasciste, et même une dictature fasciste renforcée. La Note Fahne cite l'aveu tout à fait ouvert de Zehrer, proche du « cercle d'action » de Schleicher, selon lequel Schleicher est « le dernier cheval qui reste à sortir de l'écurie » et malgré cela le parti ne voit pas fait essentiel que le gouvernement Schleicher représente justement la poursuite de la tentative bonapartiste d'épargner à la bourgeoisie allemande le fascisme et la révolution menaçante, tentative qui s'appuie sur un compromis entre une partie de la grande industrie et les grands agrariens.

Trotsky a montré dans son article « Le bonapartisme allemand » que cette tentative ne peut réussir que dans certaines conditions. En raison des motifs qui y sont exposés, nous sommes encore aujourd'hui d'avis que Schleicher échouera aussi bien que Papen ; d'abord parce que le prolétariat allemand n'est pas vaincu, et ensuite parce qu'on ne peut pas attendre à l'atténuation de la crise dans un laps de temps prévisible.

Les mesures de Schleicher ne feront qu'accroître les contradictions économiques qui ont occasionné la chute de von Papen. Déjà les mêmes nuages qui ont déversé l'orage sur la tête de von Papen apparaissent à l'horizon politique. C'est ce que démontrent le décret sur l'addition obligatoire de graisses du pays dans la fabrication de la margarine, ainsi que la nouvelle guerre douanière en liaison avec la question de contingentement. Le résultat de ce décret, qui est un compromis entre la grande industrie et les Junkers, sera une vague de renchérissement du coût de la vie.

Pour l'instant, l'industrie semble se contenter des 500 millions que le « programme de procuration du travail » doit lui faire engouffrer. Mais les effets de la vague d'enrichissement rétabli de nouveau, et d'une façon renforcée, l'opposition des intérêts avec les agrariens, car celle-ci empêchera la réduction des salaires que la bourgeoisie veut introduire dans les semaines prochaines.

Dans cette situation Schleicher louvoie de manière à jeter d'une part aux agrariens les droits de douane et le contingentement, et aux industriels des centaines de millions, qu'il présente à la classe ouvrière sous

forme de « programme pour la procuration de travail ».

Il est hors de doute que les mesures de Schleicher offrent au parti socialiste une plus large possibilité de manœuvres, car d'une part il peut exploiter les illusions parlementaires des ouvriers ; d'autre part, il peut invoquer des « succès », comme les accords d'hiver, la procuration de travail, etc. Mais il se voit contraint à recourir à une tactique compliquée en raison de la radicalisation déjà existante des membres du P.S., et avant tout à cause de l'indignation des syndicats au sujet des plans de tolérance manifestés de Leipart et de son aile. Le P.S. n'ose pas aujourd'hui tolérer ouvertement, il parle encore d'opposition irréductible. Tarnov est forcé de s'opposer à la façon de « donner du travail » de Schleicher. La pression des masses s'exerce dans cette attitude compliquée du Parti socialiste ; et la constatation de la Note Fahne, selon laquelle on serait en présence d'une manœuvre des chefs du parti réformiste et des syndicats, ne suffit pas à régler la question. La contradiction dans l'attitude de Tarnov, par rapport à celle de Breitscheid et de Leipart est l'indice d'une crise de direction au sein du parti socialiste.

Par son attitude, Leipart exprime qu'il est prêt à faire servir les syndicats à surmonter la crise au profit du capitalisme, sous forme d'un « troisième front ». Les masses réformistes sentent confusément que cela serait la mort des syndicats libres. Les communistes doivent concentrer toutes ces tendances dans une aile gauche dans les syndicats sous le mot d'ordre : « Pour le renforcement des syndicats libres ! La politique de tolérance de Leipart, c'est notre mort ! La lutte est seul moyen de résister ! »

La mesure dans laquelle Leipart pourra poursuivre impunément son chemin dépend en majeure partie de la politique du P.C.A. La tâche du parti ne consiste pas à pousser des cris au sujet des manœuvres des réformistes, mais à empêcher Tarnov et Breitscheid d'employer des phrases gauches ; et pour cela, l'action politique est nécessaire. Cela nous ramène à la question posée au début : comment parler à la tentative de Schleicher d'encercler le parti, en permettant aux réformistes d'employer des phrases gauchistes ?

La tactique enseignée qu'à une attaque il faut répondre par une contre-attaque, et l'on ne veut pas reculer. Sur le plan politique, cela signifie qu'il faut détruire les plans de Schleicher qui s'appuie sur les chefs socialistes. Ce sont les luttes pour le salaire qui sont devant nous, et qui s'accroissent particulièrement par suite de l'enrichissement de la vie, qui permettent de contre-attaquer.

Une offre de front unique même au sommet des syndicats libres et du parti socialiste, avec des revendications clairement formulées, détruira les projets de Schleicher en forçant les honzes à donner une réponse claire et précise. Actuellement, la question syndicale est essentielle. Dans le domaine de la politique syndicale intérieure, le parti fait des démarches organisatrices justes. Mais il doit hier ces démarches à une vaste action politique. S'il veut acquérir des positions à l'usine et dans les syndicats, et remédier à son isolement, il doit déclarer aux masses social-démocrates et syndicales qu'il est prêt à ramener la R.G.O. dans les syndicats libres au cas où le front unique se réaliserait. Il ferait tomber ainsi des mains des honzes leur dernier atout, qui consiste à empêcher le front unique de lutte.

Mais seul le mot d'ordre de l'unité syndicale et la liquidation de la politique de la R.G.O. peuvent délivrer le parti de la réputation qu'il a d'être dans le même front que les ennemis des syndicats, les nazis. Telle est la seule manière de répondre à la tentative d'encercler de Schleicher. Permanente Révolution, 30 décembre 1932.

AUX ETATS-UNIS

Le message de Hoover

Tandis que la police de Washington jetait la terreur parmi les marcheurs de la faim qui s'étaient rasés à la séance d'ouverture de la session du Congrès pour exiger un soutien immédiat et une assurance-chômage, Hoover adressait son message au Congrès. Ce message demandait un plus ferme soutien de la part des banques, et des mesures contre les ouvriers. Il proposait : une réorganisation du système bancaire en faveur des banquiers ; une plus grande centralisation de l'appareil gouvernemental dans l'intérêt des impérialistes ; une diminution de 11 % des traitements des fonctionnaires fédéraux ; une diminution des allocations des anciens combattants ; la réduction des constructions ; dépenses gouvernementales, et un taux de vote pour appesantir le poids des impôts sur le dos de la classe ouvrière et des couches moyennes. Hoover n'est pas le futur président, mais il se dépêche cependant de servir les impérialistes et d'abattre les ouvriers avant de repasser la main à Roosevelt et aux démocrates.

Hoover s'occupe d'abord des difficultés internes des capitalistes en général, il maintient à l'arrière-plan les questions tout aussi vitales qui sont posées à l'impérialisme américain sur le terrain international. Cela est d'abord dû au fait que, si Wall Street réussit à occuper le Congrès avec les questions intérieures (ce qui est encore à voir), se rendra compte de la façon que le président et le cabinet réussissent en réalité à faire attention aux problèmes internationaux.

Car les problèmes internationaux seront traités au mieux des intérêts de l'impérialisme si les faits restent enroulés dans les dossiers et les archives. En outre, la structure de l'Etat américain traine avec lui un héritage encombrant qui doit être éliminé afin de mieux fonctionner dans les impérialismes. Les classes moyennes ont encore des poids exagérés sur la vieille école. Les nouveaux serviteurs doivent être stylés pour un bon soutien de l'impérialisme, et en même temps, la « réorganisation du gouvernement » grâce au regroupement et à la consolidation de plus de cinquante exécutifs et agences indépendantes, doit être réalisée.

Les propositions de Smith pour New-York portent la même marque. Les impérialistes veulent centraliser le gouvernement en faveur des intérêts économiques, et usent aussi de l'économie comme d'un écran de fumée pour étendre son empire sur l'Etat entier au dépens des autres groupements d'exploiteurs.

Des que cela sera réalisé, ils s'occuperont des questions internationales aussi librement et aussi audacieusement qu'ils franchissent les mesures intérieures en faveur des banquiers, contre les ouvriers.

Les principales questions qui occupent l'impérialisme et qu'étudient les départements d'Etat, sont : les dettes de guerre, la Conférence économique mondiale, la Conférence de désarmement, la situation du dollar et les relations avec l'U.R.S.S. La question de l'U.R.S.S. se subdivise en trois : obtenir des marchés ; changer si possible la forme de la guerre économique contre l'Union soviétique ; présentations contre le régime de la Révolution d'Octobre. Ces questions de la Révolution d'Octobre et des relations avec les autres impérialismes, comme l'Angleterre, la France, le Japon et l'Allemagne, sont entièrement avec toutes les autres questions. L'Amérique veut améliorer ses positions dans la lutte pour un nouveau partage de la terre.

Le Congrès et la Maison-Blanche ont beaucoup à faire avec les « honzes ». Les marcheurs de la faim répondent à cette revendication de leur part par le mot d'ordre : « du pain avant le bien ».

Les affirmations du président et du Congrès sur les problèmes les plus vitaux du chômage et de la crise, n'ont qu'un but : renforcer la position économique mondiale de l'Amérique. Ces questions de la Révolution d'Octobre et des relations avec les autres impérialismes, comme l'Angleterre, la France, le Japon et l'Allemagne, sont entièrement avec toutes les autres questions. L'Amérique veut améliorer ses positions dans la lutte pour un nouveau partage de la terre.

Après tout, le Congrès vient à peine de s'ouvrir, et naturellement, nous entendrons bon nombre de discours pour « soutenir » des ouvriers et des paysans, et en faveur du régime

EN ESPAGNE

Les grèves, la tactique syndicale du parti et la fondation du P. C. catalan

Barcelone, (fin décembre)

Au moment où nous écrivons ces lignes, l'Espagne est secouée par une vague de grèves ; grève quasi-générale dans les Asturies, grève générale à Salamanque, qui touche 205 villages, et la prochaine grève des cheminots, et prochaine grève des mineurs, que les socialistes essaient d'empêcher, et multitudes de petits conflits dans les villes et bourgades. Après la grève de janvier, le mouvement révolutionnaire avait été affaibli, de même que le mouvement paysan ; il renait maintenant avec toutes ses forces. L'insécurité règne chez les gouvernements et la bourgeoisie, car ils espèrent avec les échecs subis par le prolétariat dans la première étape de la révolution, le mouvement ouvrier aurait été écrasé pour longtemps ; le régime était consolidé.

Les grèves actuelles sont en majeure partie défensives. Les grèves des Asturies sont une défense contre le chômage dans l'industrie sidérurgique, et les mines. La crise de la première a entraîné une profonde crise dans la seconde. Il y a des stocks de charbon énormes. Le gouvernement a d'abord essayé de les épuiser en en fournissant à la marine et aux chemins de fer, ce qui fut tout à fait insignifiant devant les proportions du conflit ; comme nous l'avons dit, la cause de la crise est le déclin de l'industrie métallurgique. Le conflit renaitra rapidement et avec plus de force.

L'effacement parmi les ouvriers des chemins de fer est énorme. Ce conflit existait déjà du temps de Beranger et fut utilisé par les socialistes contre la monarchie. Les cheminots sont parmi les ouvriers les plus exploités du pays. Prêt à être payés plus de 100 millions par le chemin de fer, on leur paye des salaires de famine. De nombreux salaires touchent moins de 5 pesetas par jour. Tandis qu'il y a une bureaucratie composée des actionnaires, de leurs familles et amis, qui gagnent des sommes fantastiques. Les socialistes, malgré leurs trahisons ont la plus grande influence parmi les cheminots. Les membres de la C.N.T. ne sont qu'une minorité. Sans rien faire pour canaliser ce mouvement et organiser des actions communes, la C.N.T. annonce la grève générale. Elle ne pourra être qu'un échec si elle le réalise. Et cela affaiblira pour un certain temps le mouvement des cheminots, qui est le plus important du mouvement ouvrier espagnol depuis 1930, faisant ainsi le jeu de la bourgeoisie et des socialistes.

La grève de Salamanque est dirigée contre le maintien des vieilles réformes fiscales. Parmi toutes les provinces espagnoles, c'est certainement Salamanque qui possède les plus nombreux vestiges du féodalisme. Des villages entiers sont la propriété d'un « seigneur » ; ailleurs le « seigneur » est propriétaire de la place principale du village ; dans d'autres cas, il est propriétaire des routes et peut empêcher le passage quand cela lui plaît. Les ouvriers de Salamanque qui, comme ceux d'Extremadure et d'autres régions paysannes sont organisés en syndicats depuis la République, ont entrepris la plus énergique lutte révolutionnaire contre la misère et l'exploitation féodales.

Le plus grave, dans cette situation d'agitation intense, c'est la situation intérieure du mouvement syndical et ouvrier en général. La C.N.T. connaît une des principales crises de son histoire depuis qu'elle n'est pas une, comme les précédentes à la répression, mais à son impuissance devant les problèmes posés par la révolution. Cette crise a beaucoup renforcé l'U. G.T., mais il faut cependant espérer que la C.N.T. en sortira, et nous devons lutter hardiment pour cela car son nom est parvenu à mentrifier au cœur des masses.

La gauche communiste a lancé le mot d'ordre d'un Congrès National de la C.N.T. avec une entière liberté des tendances, et auquel pourraient assister tous les syndicats exclus et autonomes.

Dans cette situation, le parti continue sa humide, mais derrière cette façade, il s'occupe, non de des intérêts ouvriers, qui ne sont pas représentés au Congrès et qui ne peuvent pas réaliser leur programme dans l'Etat capitaliste, mais des questions qui intéressent les capitalistes en général, et en particulier les impérialismes, qu'ils représentent.

politique criminelle qui dans la majorité des cas est un élément de confusion au lieu d'être une force. Lors de la grève des mineurs, il y avait 3 syndicats, C.N.T., U.G.T. et I.S.H. Le parti n'a rien fait pour concier l'action, et les syndicats se sont acharnés à se détruire mutuellement. Lorsque surgit le conflit des cheminots, entre la C.N.T., U.G.T., et I.S.H., l'Union Républicaine a Comité par le front unique avec les cheminots (fiction bureaucratique sans aucune base parmi les cheminots) et invite les cheminots à réaliser le front unique, ce sont par-dessus leurs organisations respectives. Mais les possibilités d'améliorer la tactique et la situation interne du mouvement ouvrier, sont très grandes.

L'expulsion du « groupe radical » (Ballejos, Trilla, Ximena, Vega), est le principal événement de la vie du Parti. Dans tout le pays et dans les autres pays, surgissent des révolutions contre le « groupe radical ». Cette manœuvre elle ne réussit pas comme l'espèrent les stalinien. Deux ans d'activités de la gauche communiste, devenue une force connue de l'Etat et le mouvement ouvrier, ont été totalement effacés par les événements que la manœuvre du stalinisme rendra sans succès. Nous intensifions l'action en montrant que le « tournant » est une continuation de notre tactique et qu'il faut accepter notre réintégration en bloc. Cela met la bureaucratie dans une situation embarrassée. De toute façon on peut assurer que les illusions sur le « tournant » ont été dissipées, et que chacun comprend qu'il s'agit d'un bluff bureaucratique.

Aussi bien, ce « tournant » du lieu de prolonger d'une manière artificielle la vie du stalinisme, ne fera qu'accroître sa décomposition.

Le niveau politique de la nouvelle équipe dirigeante — encore inférieure à la précédente — la création du parti communiste d'Espagne — chose inouïe dans le mouvement communiste — pour essayer de gagner du terrain en Catalogne, met en relief les impuissances de principe du stalinisme. L'enthousiasme — pas si grand qu'on l'espérait — entraîné par le « tournant », se refroidit chaque jour et évie le vide du stalinisme. Heureusement. Malgré la naturelle disproportion des forces, — la gauche communiste fait des progrès d'une manière suivie.

L. Fersen.

Encore sur le voyage de Trotsky

Dans le Travailleur de Belfort, Souvarine, l'apologiste du meurtre de Blumkin, avait reproché, sous un courageux pseudonyme, que l'opposition de gauche s'était entredéchirée avec la police pour assurer la protection nécessaire, et qu'elle « préférait s'élancer avec la police à l'égard des rapports loyaux avec les communistes sincères (3) et sérieux (4) ».

Ces calomnies ruses dans le Petit Journal, voire dans l'Humanité, ont tellement agacé les ouvriers qui lisent le Travailleur, que M. Souvarine fut dévotement la semaine suivante par Russier qui écrit ceci :

« Durant cette traversée l'organisateur de l'armée rouge n'échappa pas une minute à la surveillance de la Sûreté générale, ce qui permit à l'« Humanité » de parler de « coalition » des Trotskyistes français avec la police... »

Trotsky, hélas... Et les affirmations de Souvarine que deviennent-elles ? Mais dans le numéro du 31 décembre du Travailleur, le Souvarine se ré-sauvait lui-même sans signer cette fois :

« Ce ne sont pas seulement toutes les polices des pays traversés en transit qui ont surveillé et protégé le redoutable voyageur, de peur que cette « boule de neige » ne communique sa force dynamique aux populations asservies. Le gouvernement de Moscou s'est mis de la partie et a dénoncé un terrible complot de Trotskyistes « soviétisant » projeté à Copenhague... »

Nos lecteurs de Belfort savent maintenant à quel s'en tenir sur les prétendus communistes... indépendants.

H. Oehler.

LES ARCHIVES DE L'OPPOSITION

Un discours de Lénine tenu caché

Les leçons du III^e Congrès

Le III^e Congrès de l'U. C. s'est réuni à Moscou trois mois après les journées de mars de 1921 en Allemagne. La jeune direction du parti communiste allemand, non encore redoublé par les combats de mars, raisonnait, par exemple, de la façon suivante : comme nous sommes actuellement dans une époque révolutionnaire, nous devons aller de l'avant, sans nous arrêter devant aucun obstacle et en entraînant par notre exemple la classe ouvrière. Cela signifiait prendre pour point de départ non pas une situation concrète et non pas la situation véritable du prolétariat dans ses différents groupements, mais la caractéristique générale de l'époque, comme étant révolutionnaire. Telle est en général la base idéologique-philosophique de l'aventurisme révolutionnaire. En 1921 cette philosophie n'était renforcée qu'en traits fumeux, 10 ans après, elle fut élaborée, canonisée, bureaucratisée — sous le nom de théorie de la « troisième période ».

Le rappel de l'attitude de Lénine envers cette théorie est d'autant plus important, que l'un de ses plus vifs discours est jusqu'à maintenant tenu caché aux lecteurs dans les archives de l'U. C.

Nous voulons parler du discours prononcé par Lénine le 17 juin 1921, à la réunion du C. E. de l'U. C., qui s'est tenue à la veille de l'ouverture du III^e Congrès.

Afin d'éclaircir les extraits reproduits ci-dessous de ce discours, il est nécessaire de rappeler que l'ultra-gauchisme s'était fait jour dans presque tous les partis. Une partie de la délégation française, propagait, par exemple, — il est vrai, après coup — le mot d'ordre du refus de la classe 1919 à répondre à l'appel de la classe. Le délégué du Luxembourg accusait le P. C. français de n'avoir pas « empêché » l'occupation du Luxembourg par les troupes françaises.

Trotsky intervint par un discours contre la politique opportuniste de Cachin-Frossard. Il fut confronté, comme il l'explique, de commencer son discours par la critique des ultra-gauches. Il démontra qu'on ne peut pas vaincre le militarisme par une résistance passive à un seul appel du contingent à la classe 1919, comme disent les Français, mais qu'il faut une intervention active de toute la classe ouvrière. Il démontra que si le prolétariat en son entier n'est pas préparé à l'exécution d'une révolution, il ne peut pas alors empêcher non plus l'occupation du Luxembourg.

Les tentatives pour résoudre une telle sorte de problèmes « particuliers » réduisent qu'il manquait la force pour résoudre le problème principal de base, c'est-à-dire la prise du pouvoir, et conduisaient à l'aventurisme ; — cette voie peut se révé-

ler mortelle pour les jeunes partis communistes.

Znovier, Boukharine, Tudek étaient aux côtés des ultra-gauches. Mais comme ils ignoraient comment Lénine interviendrait, alors ils se retiennent eux-mêmes de nuire à la lutte ouverte, et possédèrent en avant Bela-Kun, qui intervint en défenseur non seulement de la stratégie de mars en Allemagne (il avait personnellement une large part de responsabilité dans cette stratégie), mais aussi des critiques ultra-gauches du luxembourgeois et d'une partie de la délégation française, y compris Laporte, futur fasciste.

Lénine n'assista pas à la séance. Ayant appris les discussions qui s'y déroulaient, il exigea le sténogramme et, en outre, il se rendit au C. E. de l'U. C., et prononça un discours violent contre les ultra-gauches.

« Le camarade Bela-Kun suppose, que seuls les opportunistes se trompent ; — en réalité les gauches se trompent aussi. »

« J'ai le sténogramme du discours du camarade Trotsky. Je suis d'accord avec ce sténogramme. Trotsky dit qu'une telle sorte de camarades gauchistes, s'ils continuent à suivre cette même voie, tuent le mouvement communiste et le mouvement ouvrier en France. (Applaudissements.) J'en suis profondément convaincu. C'est pour cela que je suis venu ici, afin de protester contre le discours du camarade Bela-Kun, qui est intervenu contre le camarade Trotsky, au lieu de le défendre — ce qu'il aurait dû faire s'il avait voulu être un marxiste conséquent... »

« Le camarade Bela-Kun pense qu'être révolutionnaire signifie défendre partout et toujours les gauches. La préparation de la révolution en France, dans un des plus importants pays européens, ne peut être faite par l'importation quel parti. La conquête des syndicats par les communistes français — voilà ce qui me rejette plus que tout... »

« Lorsque j'examine le très grand tra-

vail du parti communiste, lorsque je vois toutes ces cellules dans les syndicats et dans les autres organisations, je dis : la victoire de la révolution en France est assurée si les gauchistes ne font pas de bêtises. Et lorsqu'on dit, comme le camarade Bela-Kun, que le sang-froid et la discipline ne se justifient pas, — cela est une bêtise dans le goût des gauchistes. Je suis venu ici, pour dire aux camarades de la gauche : si vous continuez un tel conseil, vous tuerez le mouvement révolutionnaire... »

Passant au problème des fautes opportunistes du parti communiste français, Lénine dit :

« Prenons un autre exemple : Marcel Cachin et les autres qui au parlement français parlent de l'accord franco-anglais et disent qu'il y a là une garantie de paix. C'est de l'opportuniste, et un parti qui tolère cela, n'est pas un parti communiste. Il est parfaitement évident, que dans notre révolution, nous devons démontrer que de telles interventions ne peuvent être supportées, que ce n'est pas communiste. Après il faut, que cette critique soit concrète, il faut stigmatiser l'opportuniste. Mais l'opportuniste actuel du parti, qui s'exprime dans les discours de Cachin, n'est pas seulement un critique. Au lieu de le critiquer, une critique cette intervention (celle de Trotsky), et on donne de nouveaux « conseils ». Voilà ce qu'a dit le camarade Trotsky dans son discours : le sténogramme allemand du discours de Trotsky est cité... »

« C'est pourquoi le camarade Laporte avait absolument tort, et le camarade Trotsky, protestant contre cela avait tout à fait raison. Il se peut, que la conduite du parti français soit pas tout à fait communiste ; le sténogramme de Trotsky, mais, actuellement, une semblable bêtise (le refus du service militaire, etc...) détruirait le mouvement communiste en France et en Angleterre. On ne fait pas la révolution avec l'appel de la classe 19 sous les drapeaux. Le camarade Trotsky avait mille fois raison, lorsqu'il répétait cela. Et voilà... »

encore le camarade luxembourgeois qui reprochait au parti français, de n'avoir pas saboté l'occupation du Luxembourg ! Voilà ! Je pense, que c'est un problème géographique, comme le suppose d'ailleurs aussi le camarade Bela-Kun. Non, ici le problème est politique et le camarade Trotsky avait absolument raison en protestant contre cela. C'est une bêtise très gauche, très révolutionnaire et très nuisible pour le mouvement français... »

« Je sais, — continuait Lénine — qu'au sein de la jeunesse communiste existent de véritables révolutionnaires. Critiques les opportunistes sur des points concrets, montrez les fautes du communisme français officiel, mais ne faites pas de bêtises vous-mêmes. Lorsque les masses se rapprochent de plus en plus de vous, lorsque vous marchez à la victoire, alors il faut conquérir les syndicats. La majorité des syndicats se prête tout à fait bien à la préparation, et si nous y parvenons, alors ce serait une énorme victoire. La démocratie bourgeoise ne veut pas cela, et justement dans les syndicats ce sont les chefs-bureaucratiques des internationalistes 2 et 2 1/2 qui prédominent. Dans les syndicats, il faut avant tout conquérir une sûre majorité marxiste. Et, alors, nous commencerons à faire la révolution non pas avec l'aide de l'appel de la classe 19 et non pas aussi avec l'aide des bêtises dans lesquelles s'est spécialisée le Bela-Kun, mais, au contraire, par la voie de la lutte contre l'opportuniste et contre les bêtises, que font les gauchistes. Il se peut, que cela ne devienne pas une lutte, mais reste seulement un affaiblissement de mise en garde contre le discours de Marcel Cachin, — avec une lettre ouverte contre les traditions de l'opportuniste — et des avertissements de mise en garde contre les bêtises des gauchistes. Voilà pourquoi je considère... mon devoir de soutenir fondamentalement tout ce qu'a dit le camarade Trotsky et de déclarer que la politique défendue par le camarade Bela-Kun est indigne d'être défendue par l'importation quel marxiste, par l'importation quel commu-

